

Les Lilas, le 9 avril 2012

Collectif National Droits de l'Homme
Romeurope
c/o FNASAT Gens du voyage
59, rue de l'Ourcq
75019 PARIS

Réponse du Front de Gauche pour les droits des migrants

Tout d'abord permettez quelques remarques générales.

Nous sommes solidaires des peuples qui en Europe et ailleurs subissent le cynisme politique et la férocité sociale du libéralisme.

Tous ces peuples ont tout intérêt à s'épauler, se respecter agir ensemble. Il en est particulièrement ainsi pour les peuples d'Europe, et nous tenons à dire notre profonde solidarité aux Roumains qui en janvier se sont rassemblés, ont manifesté dans la plupart des grandes villes contre les politiques d'austérité.

Victimes de ces politiques, des personnes, des familles, totalement démunis, plongés dans une misère de plus en plus grande, ne voient plus d'autres solutions que de migrer dans l'espoir d'un meilleur avenir pour eux et leur éventuelle famille.

Parmi eux, les Roms dans leur diversité.

Ces populations Roms, boucs émissaires dans leur pays, sont, de plus, victimes d'une longue et douloureuse, dramatique histoire de discriminations de rejets racistes, xénophobes. Trop souvent encore considérés comme des parias en Europe centrale, ils ont cru trouver une issue, la paix, dans la migration. Ce qu'ils n'avaient pas imaginé, c'est qu'ils allaient se retrouver à nouveau enfermés dans ce rejet, dans les discriminations, en raison des accords dérogatoires à l'entrée de la Roumanie et de la Bulgarie dans l'Europe. Parias chez eux ils sont devenus parias en Europe, ils sont traités comme des européens de seconde zone.

Nous agissons tout de suite pour l'arrêt de ces mesures dérogatoires dites transitoires concernant les peuples Roumains et Bulgares. Nous le ferons d'autant plus que nous nous inquiétons des annonces de l'éventuelle prolongation de ces accords transitoires. Comment accepter que le droit de circulation, droit de tout européen, leur soit contredit par des règles d'accès au droit du travail qui leur interdisent finalement ces droits et les rejettent dans la misère, la précarité, l'exclusion.

8, rue Chassagnolle • 93260 Les Lilas • 01 55 82 01 50

www.placeaupeuple2012.fr

C'est inacceptable. Ce n'est pas l'Europe que nous voulons.

Chassés, méprisés ces personnes, sans droit de travailler, ces familles sont rejetées dans la misère, et vivent dans des squats et bidonvilles dans des conditions inadmissibles indignes de notre pays.

Nous avons vu réapparaître les bidonvilles aux portes d'agglomération. Il est inacceptable que des familles soient ainsi obligées de vivre dans l'insalubrité dans ces taudis.

Les Roms révèlent les fossés qui se creusent, la manière dont la misère s'étend dans cette société, dont nombre de personnes et familles sont de plus en plus jetées à la rue sans qu'aucune politique n'ait été mise en place pour lutter.

Nous agissons pour que l'accès aux droits fondamentaux soit un marche pied essentiel dans une politique de lutte contre la misère, contre la précarité. En fait, les besoins concernent les Roms, et toutes celles et ceux qui se retrouvent sans toit, sans travail, dans d'extrêmes difficultés, voir impossibilités en l'état, d'assurer le droit à la scolarisation de leurs enfants, le droit à la santé et au respect.

Il faut stopper les expulsions qui ne règlent rien, qui ajoutent de la précarité à la précarité et ne font que détruire les efforts faits pour s'en sortir.

Il faut construire du logement social aller vers le respect des droits pour toutes et tous. Cette politique devra être mise en œuvre sans tarder, il y a urgence.

Cette politique se doit d'être mise en œuvre avec les personnes concernées, avec les Roms. Dès aujourd'hui nous en appelons à l'action pour aider ces familles à scolariser les enfants. Les droits de l'enfant ne sont pas négociables. La scolarisation doit être assurée, les élus, les services sociaux doivent avoir un rôle actif afin de lever les barrières à l'exercice de ce droit fondamental.

Nous soutenons vos propositions pour l'accès aux soins, à la santé.

En disant notre accord avec vos propositions pour l'accès aux soins, à la santé, nous tenons à insister sur la nécessité d'y ajouter le droit à l'accès à l'eau. Question devenue elle-même urgente, décisive.

Une politique de lutte contre les discriminations est effectivement indispensable, vous savez combien nous y sommes attachés ; il ne peut y avoir de droit partagés, de progrès pour toutes et tous tant qu'une partie de la population est ainsi précarisé, rejetée.

Nous agissons pour en finir avec les amalgames. Chacune, chacun à droit au respect et à l'égalité de traitement. Il en est pour les Roms comme pour toute population, pour toute personne. Dans la République sociale, laïque, fraternelle, chacun doit avoir le droit de vivre son identité.

Nous refusons les discours qui tendent à confondre communauté et « communautarisme », et qui finalement, en croyant n'octroyer qu'à



8, rue Chassagnolle • 93260 Les Lilas • 01 55 82 01 50

www.placeaurope2012.fr

certains le droit d'avoir une identité, tentent de briser les liens sociaux, de diviser et fragmenter la société. C'est dangereux, c'est pour le moins un appauvrissement général, culturel. Ces discours sont privatifs de libertés pour toutes et tous, car ils sclérosent et enferment les identités pour les opposer, ils servent de terreaux aux politiques sécuritaires, aux haines. Tout le contraire de ce que nous voulons.

Voilà une partie de nos propositions qui s'inscrivent dans la cohérence de notre projet de société, de notre programme : *L'Humain d'abord.*

Merci de nous avoir sollicités.



8, rue Chassagnolle • 93260 Les Lilas • 01 55 82 01 50

www.placeaupeuple2012.fr